

(R)appel à l'unité d'action de tous les rapatriés

Nous avons lancé, il y a quelques mois, cet appel à l'unité d'action renouvelé ci-joint ; appel dans lequel étaient définis l'unité, l'éthique et la stratégie dans l'action :

L'unité dans l'action :

Il s'agit de l'union sacrée entre toutes les fédérations et associations signataires (ou sympathisantes avec) de la charte nationale des rapatriés de 2007 recensant les revendications essentielles mémorielles et matérielles des rapatriés, union sacrée renforcée par le constat de carence des pouvoirs publics, à mi- 2011, à les avoir satisfaites sauf très rares exceptions.

L'éthique dans l'action

- a) Toutes les revendications sont prioritaires, quelque cinquante ans après l'exode, il n'est donc plus question d'attendre encore ni d'accepter un ordre de priorité calendaire favorisant telle ou telle revendication
- b) Chaque fédération ou association doit faire sienne, au-delà de ses propres revendications spécialisées, toutes les autres recensées dans la charte nationale des rapatriés : seule l'addition des efforts, reflétant ainsi la solidarité sacrée des rapatriés entre eux, peut être génératrice d'un succès d'aboutissement.

La stratégie dans l'action

- Il s'agit d'obtenir de la part des pouvoirs publics des actes et des gestes avant les élections majeures de 2012, actes et gestes qui soient le plus possible irréversibles, c'est-à-dire pratiquement impossibles à remettre en cause ou à oublier, dès l'échéance de 2012 dépassée.
- Il convient donc que chaque fédération ou association –agissant encore une fois, indépendamment des autres mais en cohérence avec toutes, grâce à la colonne vertébrale que constitue la charte nationale des rapatriés- s'adresse directement au pouvoir exécutif (Président de la République, Premier ministre) et au pouvoir législatif : tous les partis représentés à l'assemblée nationale et au Sénat.

- Du pouvoir exécutif et de la majorité présidentielle il faut exiger ces actes et gestes irréversibles, donc pris avant décembre 2011 (l'expérience malheureuse des engagements non tenus de 2007 ne serait plus crédible si elle était renouvelée maintenant).
- De l'opposition il convient d'exiger ce qu'elle peut faire : à savoir certes, des engagements écrits intégrés dans ses programmes mais également, chaque fois que des aspects législatifs sont impliqués, le dépôt immédiat des propositions de lois correspondantes.
- C'est dès maintenant que les fédérations et associations, agissant chacune suivant leur style propre mais avec une éthique commune, doivent mettre en œuvre cette stratégie d'action.
- Nos chances d'aboutissement (même partiel) sont réduites, la démographie nous étant contraire.
- Si nous devons échouer en 2012, combien serions-nous en 2017 pour poursuivre le combat pour la Justice et la Mémoire ou reprendre le flambeau.
- Il n'y a aucune stratégie alternative qui ait été proposée à ce jour pour agir. C'est très probablement parce qu'il n'y en a pas d'autres possibles.
- Agissons donc aujourd'hui au service de nos valeurs sacrées de Justice et de Mémoire, demain il sera trop tard...

M.L.

24 juin 2011